

La crise économique internationale n'épargne pas l'Algérie

Quand on évoque la crise économique internationale, il est curieux d'entendre dire, presque unanimement, que l'Algérie n'est pas concernée. Les réserves de change qui avoisineraient les 140 milliards de dollars américains seraient à l'origine de cette quiétude, du moins chez le commun des mortels.

Les gouvernants pour leur part, après avoir observé une certaine réserve, pour ne pas dire un certain mutisme, ont, sous la pression de l'opinion publique, fini par communiquer de façon sporadique et parcimonieuse. Le ministre des Finances et celui de l'Energie ont tenté, tour à tour, de rassurer les Algériens en disant que malgré la chute brutale des cours des hydrocarbures, le pays

serait à l'abri pour une période d'environ trois ans. Nos experts des questions économiques, à quelques rares exceptions, ont, de façon nuancée certes, conforté cette thèse. On me dira que nous sommes loin du spectre de 1986 et ses conséquences douloureuses, bien incrustées dans la mémoire collective des Algériens. On peut même dire que les conditions politiques, économiques et financières sont complètement différentes aujourd'hui. Bien, admettons.

Le directeur général de Sonatrach a, dans une déclaration à la Chaîne III, parlé d'une diminution de nos recettes liées à la commercialisation des produits d'hydrocarbures de l'ordre de cinq à six milliards de

dollars en 2009. Ouyahia, dans une de ses interventions publiques, a affirmé qu'à 50 dollars le baril, la situation serait catastrophique pour le pays. Le même Ouyahia se contredit en affirmant devant les députés lors de la présentation du programme du président : «Notre pays qui dispose de 138 milliards de dollars de réserves de change à la fin du mois de novembre dernier, pourra faire face à tous ses engagements extérieurs durant cinq ans sans recourir à l'emprunt à l'étranger, et cela même avec un baril à 30 dollars durant les cinq années.»

Au même moment, plusieurs ministres et autres responsables de l'Etat multiplient les déclarations optimistes et affirment

avec certitude qu'aucun grand projet prévu et entamé ne sera différé. Pendant ce temps, le prix du pétrole continue de chuter (même après le sommet de l'Opep d'Oran, le prix du baril se situe à 40 dollars, le plus bas niveau depuis quatre ans et la crise économique mondiale s'installe dans la durée, la demande mondiale en énergie se raréfie, le cours des biens de consommation sur le marché mondial repart à la hausse, notre dépendance alimentaire s'aggrave et nous continuons à importer annuellement entre 25 et 30 milliards de dollars. Certaines catégories d'Algériens, rassurés par le discours ambiant, continuent de surconsommer en recourant au crédit pour notamment l'ac-

quisition de biens de consommation durables tels que les véhicules et les équipements électroménagers. Les couches les plus fragiles de la société voient leur pouvoir d'achat baisser jour après jour.

Les poches de précarité s'amplifient et nos jeunes désespèrent et tentent l'aventure mortelle à travers les océans. Les catégories socioprofessionnelles les plus qualifiées (médecins, fonctionnaires, enseignants, douaniers, vétérinaires...), voyant leur pouvoir d'achat se détériorer, radicalisent leurs revendications et se mobilisent de plus en plus derrière des syndicats autonomes qui, en dépit de leur légalité au regard de la loi, ne sont pas reconnus par le pouvoir, étonnamment autiste

devant la réalité, préférant la docilité de l'UGTA. La corruption, les scandales financiers, la mauvaise gouvernance dénoncée par les institutions internationales spécialisées, le développement des activités spéculatives et du secteur informel au détriment des activités productives, la détérioration des grands services publics, l'absence de contrôle de l'Etat, le clientélisme politique, les jacqueries quotidiennes qui touchent toutes les régions du pays constituent le terreau où les effets de la crise internationale viendront se loger pour miner davantage le système socio-politique algérien. La crise ne nous concerne pas et le troisième mandat s'annonce sous de bon augure.

A. Hamma